

# La Nation Française

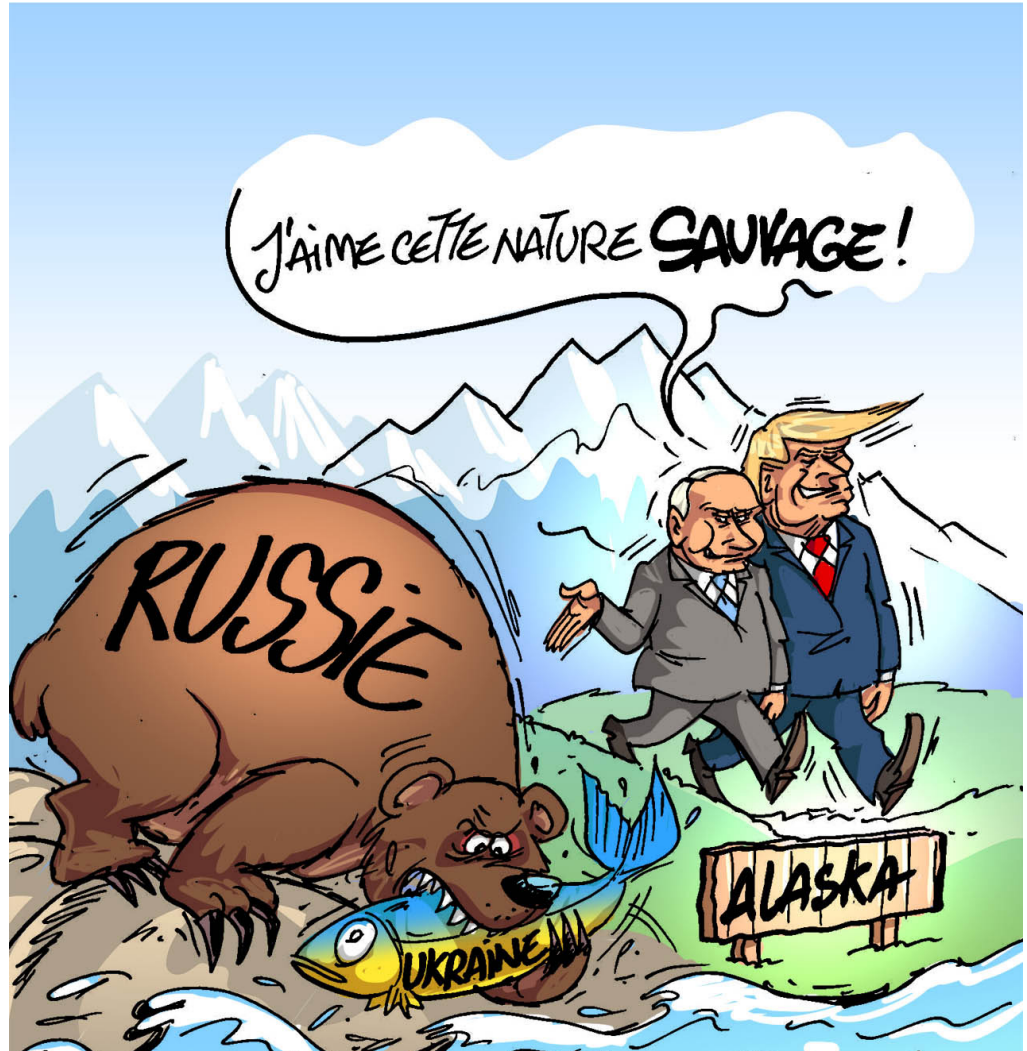
Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard 18 août 2025 - 1,50 €

N° 149

## Conséquences économiques de la paix

La diplomatie hors normes de Donald Trump transgresse les règles établies par la diplomatie classique. On se rengorge de ses méthodes de promoteur immobilier. Or un économiste britannique de référence, John Maynard Keynes, n'avait pas procédé différemment quand il s'était agi de faire la paix en Europe après la Première Guerre mondiale. Selon cet ouvrage publié à la fin 1919, la paix ne pouvait être durable que si les conditions de la production et de l'échange étaient « restaurées » avec l'Allemagne et la Russie.

Trump se prévaut de sept accords de paix depuis son investiture il y a sept mois. À chaque fois, il l'aurait emporté par le biais d'investissements américains. C'était déjà son idée de départ en ce qui concerne le Panama, le Groenland, voire le Canada. Deux cas ont été plutôt faciles à conclure – au moins sur le papier : entre la République démocratique du Congo et le Rwanda, le différend portait sur l'exploitation des minerais stratégiques du Kivu et leur exportation par Kigali. Trump fait chapeauter le tout par des sociétés américaines. Il y avait d'ailleurs un certain temps que l'idée avait été lancée d'une formule du type CECA (Communauté du Charbon et de l'Acier) ; entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, le blocage provenait de la liai-



son entre les deux parties de l'Azerbaïdjan à travers le sud de l'Arménie : le corridor de Siounik, qui par ailleurs jouxte la frontière de l'Iran. Celui-ci sera confié à bail pour 49 ou 99 ans à une société privée américaine.

En Ukraine, le raisonnement avait été initialement identique : d'abord la concession à des intérêts américains de l'exploitation des terres rares avant, dans un second temps, d'offres de coopération avec des intérêts russes, la majorité des gisements se situant dans le Donbass, l'ancienne Ruhr

ou Lorraine ukrainienne du temps de l'URSS. L'idée d'échanges de territoires pouvait s'entendre de cette façon puisqu'elle n'a pas de sens au plan de la souveraineté politique.

On peut étendre le raisonnement au Proche-Orient, à Gaza, au Liban, à la Syrie, à l'Iran, au Pakistan, à la Corée, à Taïwan. La diplomatie trumpienne est hyperactive mais selon ces mêmes lignes keynésiennes qui trouvent leurs limites dans le politique. Selon l'historien Jacques Bainville, répondant à Keynes

dans un ouvrage intitulé *Les conséquences politiques de la paix* (1920), l'idée même de politique faisait « mal à la tête » tant la matière était « vaste et confuse » pour

### SOMMAIRE

P. 1 : Les conséquences économiques de la paix. P. 2 : Ce que veulent Poutine et les Russes. P. 3 : Rentrée littéraire. P. 4 : « Profilage racial ». – Ariane 6. P. 5 : Conseil constitutionnel. – Église : deux erreurs de casting. P. 6 : Nouvelle-Calédonie. P. 7 : Vive la gare de Vierzon ! – Farine.

■ **Ukraine** : Les présidents Trump et Poutine se sont rencontrés durant 2 heures et demie sur une base militaire américaine près d'Anchorage en Alaska le 15 août pour discuter d'un accord de cessez-le-feu. Malgré le déploiement d'un décorum impressionnant, il n'y a pas eu d'accord et, dans le même temps, les Russes envoyaient 85 drones et un missile de croisière sur l'Ukraine et annonçaient avoir gagné encore quelques kilomètres carrés dans le Dombass. Le 14 août, les Ukrainiens avaient revendiqué avoir coulé dans le port d'Olya, sur la mer Caspienne en Astrakhan, un navire russe chargé de munitions iraniennes.

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky s'est rendu à Washington pour rencontrer Donald Trump le 18 août. Il était accompagné par le président français Emmanuel Macron, le chancelier allemand Friedrich Merz, la Première ministre italienne Giorgia Meloni, le Premier ministre britannique Keir Starmer, le président finlandais Alexander Stubb et le secrétaire général de l'Otan Mark Rutte.

■ **Colombie** : Le sénateur Miguel Uribe Turbay, candidat du Centre démocratique (de l'ancien président Alvaro Uribe avec lequel il n'a pas de lien de parenté) à l'élection présidentielle de 2026, est mort le 11 août, à l'âge de 39 ans, des suites de l'attentat par trois balles tirées par un tueur à gages de 15 ans, à Bogota le 7 juin. Il était le fils de la journaliste Diana Turbay, tuée par balles en 1991, et le petit-fils du président Turbay Ayala (1978-1982).

■ **Plastique** : Réunis à Genève depuis 10 jours en

ceux qui veulent établir une « grande paix. »

À Anchorage, l'élément le plus favorable aux idées américaines était le puissant président du fonds souverain russe, Kirill Dmitriev, quand on sait que la proposition de rencontre était l'œuvre de l'envoyé spécial de Donald Trump, promoteur immobilier comme lui, Steve Witcoff. Au-delà de l'Ukraine, il s'agissait aussi d'amorcer le grand deal post-climatique sur l'Arctique et sur le pétrole.

Vladimir Poutine, entouré de maîtres de la diplomatie classique que sont Sergueï Lavrov, doyen mondial des ministres des Affaires étrangères, et Iouri Ouchakov, dix ans ambassadeur aux États-Unis, n'est certes pas insensible à ces considérations globales qui le repositionnent sur la scène mondiale en puissance « restaurée » dans ses droits, mais il ne partage pas, quoique formé au matérialisme dialectique, le tout-économique des vieux-capitalistes américains et britanniques. C'est éminemment un joueur politique que n'est pas et ne peut pas être Trump, auquel le politique fait littéralement mal à la tête, et qui ne supporte dans son entourage aucun professionnel de la diplomatie qui lui en rappellerait les lois.

**Dominique Decherf**

## Ce que veulent Poutine et les Russes

Y avait-il vraiment quelque chose à attendre de la rencontre du 15 août entre Donald Trump et Vladimir Poutine, que le président américain avait malicieuse-

ment située dans un territoire encore russe il y a un siècle et demi ? Politiques et historiens connaîtront-ils d'ailleurs un jour le contenu des trois heures d'entretien où il n'a bien sûr pas été question que de l'Ukraine ? On a l'impression que les deux dirigeants se sont plu à donner le change en ne répondant pas aux journalistes (dans la grande tradition soviétique, cela s'appelle une conférence de presse). Ils ont soigneusement évité tout ce qui aurait pu donner une interprétation de leurs discussions et de leurs déclarations, dans un sens ou dans l'autre. Tout s'est passé comme si Anchorage était gelé par un vent arrivé de Sibérie, un phénomène qui n'existe pourtant pas dans la réalité, car il n'en vient jamais de l'ouest...

Tout comme le président Zelensky, les dirigeants européens auront essayé d'en savoir plus. Donald Trump n'a pas dû leur dire grand-chose lorsqu'il a appelé certains d'entre eux au téléphone en rentrant d'Alaska pour les « informer ». Voilà pourquoi, après une réunion en visioconférence à Bruxelles le 17, ils se sont précipités à Washington le 18, à la fois pour comprendre la partie de poker engagée entre la Maison-Blanche et le Kremlin et pour soutenir Volodymyr Zelensky, qui a rappelé qu'« il est impossible de donner des territoires » ukrainiens à la Russie — puisque le bruit a couru que celle-ci se contenterait du Donbass riche en ressources minières. Ainsi, les chefs des exécutifs allemand, britannique, finlandais, français et italien, accompagnés des responsables de l'Union européenne et de l'OTAN, en auront peut-être appris davantage.

Tandis qu'on se perd en conjectures sur les intentions de Donald Trump, voire sur ses promesses à Vladimir Poutine, il convient de ne pas négliger le côté russe. En effet, bien qu'il reste délicat de généraliser dans un pays où l'opposition se trouve traitée comme la dissidence à l'époque soviétique, on peut essayer de discerner ce que pensent non seulement le Kremlin mais aussi les décideurs, les intellectuels et la population russes. Il faut en effet tenir compte d'une donnée ignorée en France : là-bas, beaucoup pensent que la Russie a sauvé la civilisation européenne, notamment lors des conquêtes mongoles et des tentatives de Napoléon et d'Hitler. Ils sont persuadés que leurs ancêtres se sont sacrifiés pour l'Europe et donc que celle-ci leur est redevable.

Cela se retrouve dans l'approche du maître du Kremlin, volontiers amer lorsqu'il évoque la manière dont, selon lui, l'Occident a maltraité son pays tout au long de l'Histoire, considérant en particulier que l'Ukraine a été volée à la Russie. La génération post-soviétique, également nationaliste, se trouve vraisemblablement moins sensible à ce sentiment d'injustice, pensant que la situation actuelle résulte aussi des mauvaises décisions politiques prises après la chute de l'URSS. Mais ils restent nombreux à se croire plus européens que les Européens, à cause de la dégénérescence morale du continent. Enfin, cela s'inscrit dans un sentiment de perte d'influence, car l'ancien pré carré soviétique a non seulement vu disparaître les satellites d'Europe de l'Est, mais aussi se restreindre les possibilités d'intervention dans

Assemblée plénière des Nations unies, les représentants de 185 pays n'avaient pas réussi, le 15 août, à voter un texte consensuel sur la réduction de la pollution du plastique dans le monde. On s'attend à ce que la production de plastique (450 millions de tonnes en 2024) triple d'ici 2060 alors que seulement 10 % des plastiques sont recyclés.

■ **Mali** : Au moins 55 militaires, dont deux généraux, et l'ancien Premier ministre civil Choguel Kokalla Maïga (2021-2024) ainsi que ses principaux anciens collaborateurs, ont été arrêtés la semaine dernière par la junte. Ils sont soupçonnés par les putschistes au pouvoir d'avoir programmé « *un plan de déstabilisation de la République soutenu par des États étrangers* ». Un ressortissant français, accusé de travailler avec les services spéciaux français, a également été arrêté.

■ **Bolivie** : Après 20 ans de socialisme, le premier tour des élections générales du 17 août (8 millions d'électeurs) a placé, pour la présidentielle, trois candidats de droite en tête. Il y avait 8 candidats. Le scrutin a donné 32,1 % pour le sénateur Rodrigo Paz (57 ans, Parti démocrate chrétien, fils de l'ancien président Jaime Paz Zamora), 26,8 % pour Jorge Tuto Quiroga (65 ans, Coalition libre, ancien vice-président et président) et 19,8 % pour le millionnaire centriste Samuel Doria Medina (67 ans, social-démocrate, Front d'unité nationale, ancien ministre des Finances, proposant d'appliquer à la Bolivie des recettes de l'Argentin Javier Milei). Le second tour aura lieu le 19 octobre. Le président socialiste sortant Luis Arce (62 ans) avait re-



## RÉCIT

### Maman

Bruxelles, 1942. Occupation et bombardements. Pour échapper à la guerre, Adrienne, quatre ans, est envoyée chez une grand-mère acariâtre. « Bonne maman » l'oblige à manger des harengs au vinaigre accompagnés de café au lait au petit-déjeuner et n'a d'attention que pour Pneu, son chat. Une expérience traumatisante. Amélie Nothomb évoque sa mère à l'enfance chaotique et douloureuse qui, face à l'adversité, avait une formule magique pour se protéger : « tant mieux ». Il y a beaucoup d'amour dans ce récit poignant qui nous plonge dans l'intimité de l'auteur..

« Tant mieux », Amélie Nothomb, Albin Michel, 216 p., 19,90 €.

## PREMIER ROMAN

### Le villager

Plusieurs fois primé pour sa poésie, Philip B. Williams retrace la révolte des esclaves noirs et leur long chemin vers la liberté. En 1860, Sainte, une sorcière noire, soulève les plantations de Louisiane. Des



milliers de captifs s'émanicipent et partent fonder « Ours », un village où ils seront en sécurité au sein d'un État hostile. Mais liberté et sécurité sont-elles compatibles ? Au fil du temps, la communauté s'étoffe et les conflits émergent. S'étirant sur quarante ans, cette saga foisonne de personnages au caractère bien trempé.

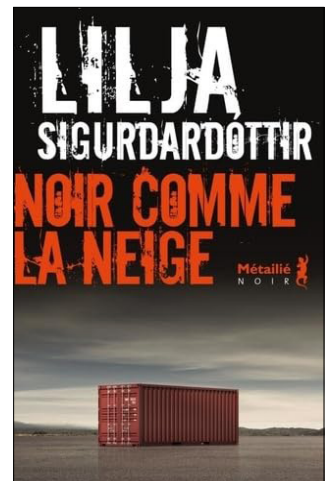
« Chez nous », Philip B. Williams, Robert Laffont, 576 p., 23,50 €.

## SOCIÉTÉ

### Manipulation

Est-on libre de ses choix et de ses décisions ? Deux chercheurs en psychologie sociale démontent le processus insidieux de la manipulation au quotidien. Nous suivons Madame O., résidente de Dolmos, contrainte (entre autre) d'acheter un canapé rose dont elle n'a nul besoin. Une vingtaine de techniques manipulatoires sont présentées. Ce livre où science et humour vont de pair connaît un succès international.

« Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens », Robert-Vincent Joule et Jean-Léon Beauvois, Presse universitaires de Grenoble, 368 p., 25,80 €.



## REVUE

### Le Nil

Pour les anciens Égyptiens, le Nil était un don des dieux leur offrant la prospérité. De la vallée des Rois au barrage d'Assouan en passant par l'expédition Bonaparte, L'Histoire remonte à la source de ce fleuve magnifique entouré de temples et de champs de blé et de papyrus.

« Le Nil. Histoire d'un fleuve », L'Histoire, été 2025, 7,90 €. En kiosque.



noncé à se présenter pour un second mandat. L'ancien président Evo Morales, 65 ans, ne pouvait pas se présenter car le Tribunal constitutionnel avait limité (dans un arrêt de 2023) le nombre de mandats présidentiels à deux et que la justice le poursuit pour corruption de mineur. Il avait appelé à « voter nul » (18 % des électeurs ont appliqué cette consigne), affaiblissant une gauche pulvérisée sauf dans les populations amérindiennes. Andrés Bello Rodríguez (36 ans, président du Sénat), n'a obtenu que 8,2 % et le candidat du parti au pouvoir depuis 2006, le MAS (Mouvement vers le socialisme), Eduardo del Castillo (37 ans), 3,2 %.

■ **Pakistan** : Une mousson plus forte que d'habitude a fait des centaines de morts dans le Nord du pays, les 14 et 15 août.

■ **Canada** : La compagnie Air Canada a suspendu, le 15 août la moitié de ses vols et les 16 et 17 août l'ensemble de ses opérations à cause d'une grève des hôtesse et stewards. Le gouvernement a nommé un médiateur indépendant avec le pouvoir d'ordonner la reprise des vols.

■ **États-Unis** : Ce qui subsiste de la firme Kodak après la faillite de 2013 a déposé une alerte auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC), le 11 août, car elle est dans l'impossibilité de rembourser une dette de 500 millions de dollars de dette et d'assumer le plan de retraite de ses salariés.

■ **Royaume-Uni** : Selon la ministre de la défense Maria Eagle, un incident nucléaire de classe A, parmi 19 autres incidents nucléaires

les pays d'Asie centrale ; d'ailleurs, n'est-ce pas Donald Trump qui a patronné l'accord du 8 août entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ?

Jean Étèveaux

## « Profilage racial »

Pour la première fois au Québec, mais selon une procédure appliquée depuis 2014 dans le reste du Canada et inspirée par les mesures dont bénéficient les délinquants autochtones depuis 1999, un juge a motivé sa décision en fonction de la couleur de peau d'un prévenu. Le 28 juillet, une magistrate a en effet allégé la peine prononcée à l'encontre d'un trafiquant de drogue en s'appuyant sur une « évaluation de l'impact de l'origine ethnique ou culturelle » (EIOEC) de l'individu, une analyse des « barrières systémiques » auxquelles il aurait été confronté pendant son existence. En clair, le concept militant de « racisme systémique » peut désormais servir de circonstance atténuante aux délinquants et criminels « racisés », autrement dit qui souffrent de discriminations liées à leur origine.

Dans le cas du *dealer* en question, le rapport indique qu'il a grandi sans son père et que la monoparentalité est plus importante chez les Noirs du Canada que chez d'autres groupes ethniques. L'EIOEC a permis de souligner son enfance dans un « quartier défavorisé » de Montréal où la police aurait pratiqué le « profilage racial ». Pour remonter plus loin, les auteurs dudit rapport ont invité la cour à envisager « la possibilité

de syndrome post-traumatique » associé au « traumatisme intergénérationnel de l'esclavage » dont pourrait souffrir le délinquant... La sentence a donc été réduite de 35 à 25 mois de détention, comme le demandait la défense. « Nous devons apprendre. Nous devons nous adapter », a estimé la magistrate. C'est tout juste si elle n'a pas présenté ses excuses.

Cette forme inattendue de racisme s'inspire plus globalement de la discrimination positive. Au Royaume-Uni, le MI5 – la DGSI française –, vient ainsi de publier une annonce de stage très claire s'adressant à des étudiants en avant-dernière ou dernière année d'université. Ils doivent « être de nationalité britannique, d'origine noire, asiatique, mixte ou issue d'une autre minorité ethnique, et issu d'un milieu social ou économique défavorisé. »

Précy

## Ariane 6

Après l'arrêt d'Ariane 5 et les démarrages chaotiques d'Ariane 6, l'Europe et la France en étaient réduites à utiliser les services de l'américain SpaceX. Fort heureusement le 12 août a vu le lancement d'Ariane 6 emportant un satellite météo. Il s'agit du deuxième vol commercial.

Depuis le vol inaugural en juillet 2024, le premier vol commercial avait permis d'emporter un satellite militaire en mars 2025, mais il devenait urgent que se précise le dernier vol d'août depuis Kourou car le carnet de commandes comporte 32 lancements. La cadence devrait augmenter assez rapidement désormais jusqu'à

neuf à dix par an, selon les responsables du programme.

Lancé en 2014 ce programme a subi de très nombreux retards. À cela s'ajoute que cette fusée n'est pas réutilisable à la différence de SpaceX et New Glenn (Jeff Bezos). Ce qui augmente les coûts de lancement. Déjà Eumetsat (Europe) vient de prendre SpaceX plutôt qu'Ariane 6. Un camouflet qui pousse les autorités européennes à mettre en place une nouvelle organisation pour notamment favoriser des petits lanceurs, moins coûteux. Une nécessité malgré les dissensions entre l'Allemagne et la France, face, de plus, à une concurrence ardue du Japon, de la Chine, de l'Inde et bien entendu des États-Unis.

Mais le succès du lancement emportant un satellite météo de 4 tonnes qui va permettre d'améliorer la précision des prévisions et la compréhension du climat a rassuré les commanditaires.

Philippe Buron Pilâtre

de moindre importance, a eu lieu sur la base navale de Faslane (Écosse) au premier trimestre 2025. Cette base est le port d'attache de deux sous-marins de la classe Vanguard et un de la classe Astute équipés des missiles américains Trident.

■ **Inde** : Le gouvernement Modi a décidé de ramener la taxe sur les produits manufacturés de 28 % à 12 % et celle sur les produits alimentaires de 12 % à 5 %. Il en attend 0,6 % de PIB en plus pour un manque à gagner pour l'État estimé à 20 milliards de dollars.

■ **Disparition** : L'acteur Terrence Stamp est décédé le 17 août à 87 ans.

## Conseil constitutionnel

Dans son arrêt du 7 août 2025 (n° 2025-895 DC), sur la rétention des étrangers, le Conseil constitutionnel a fait du droit sans précaution ni discernement.

Sa décision a censuré plusieurs dispositions de la loi visant :

- à étendre les cas dans lesquels la durée maximale de la rétention administrative des étrangers en situation irrégulière et condamnés pour des faits particulièrement graves puisse être portée à cent quatre-vingts jours voire, dans certains cas, deux cent dix jours,

- à instituer de nouveaux cas dans lesquels l'appel contre une décision mettant fin à la rétention administrative d'un étranger est suspensif et l'intéressé maintenu à la disposition de la justice jusqu'à ce qu'il soit statué sur le fond.

Il a argué notamment que la période de rétention prévue était trop longue pour des crimes ou délits qui pouvaient ne pas représenter une particulière gravité. Il aurait fallu selon lui attendre que les individus concernés par ces mesures constituent une menace actuelle et d'une particulière gravité pour l'ordre public pour leur appliquer de telles mesures. Il aurait fallu, en quelque sorte, que ces gens commettent d'abord l'irréparable, comme le meurtre en septembre 2024 de la jeune Philippine.

Pourtant, la Directive européenne « Retour » autorise une durée de 6 mois susceptible d'être prolongée de 12 mois supplémentaires en l'absence de perspective d'éloignement immédiat. Mieux encore, a rappelé

M. Retailleau, « le nouveau Règlement européen « Retour », en cours de négociation, prévoit de porter à 24 mois la durée de droit commun, et sans limitation pour les étrangers en situation irrégulière qui présentent une menace pour la sécurité publique ».

Habitué aux ors du Palais-Royal, surpayés en contravention à la Constitution elle-même, les magistrats du Conseil constitutionnel sont déconnectés du réel que subissent les Français. Ils sont trop souvent nommés par copinage plus que pour leurs compétences en droit, notamment leur président, qui n'a pas même sa licence en droit, ni d'ailleurs aucun diplôme et contre lequel des poursuites pour prise illégale d'intérêts n'ont été abandonnées que pour prescription.

En considérant que « les dispositions contestées portent une atteinte excessive à la liberté individuelle », ils préfèrent protéger la liberté d'individus qui sont ou restent illégalement sur notre sol et auteurs de crimes ou délits graves à celle des citoyens honnêtes et innocents dont le rôle de l'État est d'assurer la sécurité. Pourtant, leur premier devoir est de s'assurer du respect notre démocratie où chacun doit pouvoir vivre en paix, ce que le nombre trop grand d'immigrés agissant en violation de nos lois ne permet plus. Le juge n'est pas législateur et ne saurait s'y substituer sauf à lui-même attenter à la démocratie.

**Jean-Philippe Delsol \***

\* docteur en droit, essayiste, dernier ouvrage : *Conservateur ou libéral ? Pourquoi pas les deux ?* Belles Lettres, 2024.

## Église Deux erreurs de casting

À propos de la démission, le 6 août, de Marine Rosset, de sa toute récente présidence des scouts et guides de France, *Libération* et quelques personnalités de gauche, dont le président de la Cour des comptes, voire des abonnés du quotidien catholique *La Croix*, se sont émus du « manque d'ouverture » de l'Église catholique, soupçonnée d'être intervenue pour que ce « mouvement catholique de jeunesse et d'éducation populaire » ne soit plus représenté par une militante politique soutenue par la gauche la plus extrême. On ne peut en tout cas pas taxer cette jeune femme d'hypocrisie, puisqu'elle revendique son homosexualité, et d'élever avec sa compagne un enfant issu d'une GPA... Ne manque plus – peut-être ? – que la revendication de l'euthanasie... Est-ce pour ces combats-là que des parents acceptent encore de confier leurs enfants à un mouvement catholique d'éducation ?

Heureusement, une élection législative partielle dans la 2e circonscription de Paris, intéressait plus Marine Rosset que de mener ce combat sociétal à la tête des scouts. On ne sait pas ce que Pierre Monéger, le nouveau président du mouvement, présenté comme un proche de Marine Rosset, a dans la tête. Mais on peut supposer que sa manière de vivre et de parler est moins contraire à la doctrine catholique la plus élémentaire (celle prônée dans le Catéchisme). Certes Jésus a refusé de condamner la femme adul-

■ **Incendies** : Le procureur de l'Aude a émis l'hypothèse, dans un communiqué du 13 août, que les incendies de l'Aude, démarrés le 5 août en bordure de la route départementale 212, ont une cause « anthropique », c'est-à-dire criminelle.

■ **Industrie** : L'aciériste Novasco (issu d'une ancienne filiale d'Usinor), implanté à Hagondange en Lorraine, Leffrinckoucke dans le Nord, Custines en Meurthe-et-Moselle et Le Marais dans la Loire, a été, pour la quatrième fois, placé en redressement judiciaire le 11 août par le tribunal de commerce de Strasbourg. L'entreprise est déjà passée entre mains italiennes, russes, suisses, américaines... Elle avait 1 125 salariés en 2024 et 760 actuellement. Ses principaux débouchés sont l'automobile et l'armement... En juillet 2024, c'est le fonds de placement britannique Grebull qui avait été désigné par le même tribunal pour « un plan de retournement » dans lequel il devait injecter 90 millions d'euros avec une aide de l'État français de 75 millions, mais qui n'a pas été mené à terme car les besoins de financement se sont avérés bien supérieurs.

■ **Ina** : Le président de l'Institut national de l'audiovisuel, Laurent Vallet, a été suspendu le 12 août par la ministre de la Culture après s'être fait prendre par la police pour s'être fait livrer chez lui pour 600 euros de cocaïne par un dealer de 17 ans. Sa directrice générale, Agnès Chauveau, a été nommée présidente par intérim le

15 août. Elle avait elle-même été licenciée de la direction de l'école de journalisme de Science Po, en 2015, parce qu'elle avait trop souvent « oublié de citer ses sources » (plagiat). On se souvient que ses deux prédécesseurs à la présidence de l'Ina s'étaient, eux aussi, défavorablement signalés : Agnès Saal, condamnée en 2016, pour avoir dépensé beaucoup plus de 24 000 euros de taxi dont une partie au service de ses enfants, abus dont elle était coutumière dans son précédent poste de directrice générale du Centre Pompidou, Mathieu Gallet condamné (en 2018) pour attribution irrégulière de marché public.

■ **Nouvelle-Calédonie** : Le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) a confirmé le 12 août qu'il rejette l'accord de Bougival signé début juillet entre l'État et les non-indépendantistes.

■ **Islamisme** : Sous la pression d'un « groupe de quartier » menaçant le personnel de la mairie et le matériel de projection, le maire PCF de Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis), Olivier Sarrabeyrouse, a annulé la projection gratuite en plein air du film *Barbie* qui était programmée le 8 août. Il a porté plainte. Le préfet de police de Paris, Laurent Nuez, a également saisi la justice de l'affaire, le 14 août, « au titre de l'article 40 du CPP pour dénoncer l'empêchement de l'exécution d'une mission de service public selon l'article 433-3-1 du code pénal prévu par la loi du 24 août 2021. » Le maire a dénoncé une récupération totalement disproportionnée de

tère (mais il lui a demandé de ne pas recommencer) et il a réservé la primeur de la Bonne Nouvelle à une étrangère ayant eu cinq maris et vivant en concubinage (la Samaritaine). Sa meilleure amie, Marie-Madeleine, semble en avoir fait de belles, et Jésus nous a prévenu que les prostituées entreraient les premières au paradis... Mais il n'a pas semblé souhaiter pour autant modifier le modèle du mariage d'un homme et d'une femme, béni par Dieu et pour cela indissoluble, quoique la loi de Moïse autorisât la répudiation... Quant à l'homosexualité et à la Gestation pour autrui, il n'en est pas vraiment fait mention dans les Évangiles... Que Mme Rosset mène sa vie comme elle l'entend, c'est ce que la modernité actuelle admet. De là à vouloir en faire un modèle évangélique... il y a une marge que les progressistes franchissent en toute connaissance de cause, dans le but bien connu de faire exploser le système « patriarcal » et tutti quanti. On ne peut pas soupçonner Mgr Guy de Kerimel, archevêque de Toulouse, d'avoir en tête un tel programme révolutionnaire. Mais il n'avait pas vu de mal à nommer chancelier un prêtre naguère condamné par la justice pour avoir violé un jeune homme mineur. Il a même fallu qu'il explique dans une lettre publique qu'il s'agissait d'une application de la doctrine catholique classique sur la miséricorde que l'on doit accorder à tout pécheur qui a purgé sa peine et donc payé sa dette à la société. C'était pourtant méconnaître une disposition du droit canon (le droit de l'Église) qui impose au chancelier d'un diocèse d'avoir une réputa-

tion intègre. C'est d'autant plus nécessaire, après tous les scandales sexuels qui l'ont frappée, que l'Église, faute de personnels formés, scandalise aussi les catholiques par sa manière trop souvent désinvolte et injuste de traiter des annulations de mariages – ce qui est d'une des responsabilités du dit chancelier.

Être miséricordieux avec les coupables, c'est très beau. Encore ne faudrait-il pas que ce soit reçu par les victimes comme une nouvelle agression. Or c'était exactement le cas en l'espèce. La Conférence des évêques de France a fait preuve de bon sens en rappelant diplomatiquement à l'ordre (communiqué du 10 août) le têtard archevêque de Toulouse.

L'archevêque a finalement admis l'erreur de casting et, le 16 août, a nommé un nouveau chancelier, qui entrera en fonction le 1er septembre. C'est moins une question de morale (car ceux qui jugent de la paille qui est dans l'œil du voisin, ne voient pas la poutre qui est dans le leur) que d'élémentaire sens politique. On ne peut pas toujours faire le bien que l'on voudrait, mais on n'est pas obligé de faire la leçon aux autres en braquant le projecteur sur ses propres errements en pensant les faire admirer.

Frédéric Aimard

## Nouvelle-Calédonie

Ayant décollé le 18 août pour Nouméa, Manuel Valls, le ministre des Outremer, continue de défendre le projet d'accord théoriquement conclu entre l'État, les indépendantistes et les

non-indépendantistes le 12 juillet à Bougival, dans le département francilien des Yvelines. Affirmant vouloir ramener à la table des discussions le FLNKS après son rejet du tete le 13 août, s'est même dit prêt à rencontrer son président, Christian Tein, mis en examen l'an passé après les émeutes et vivant à Paris avec interdiction de retourner sur le Caillou. N'ayant pas participé aux négociations de Bougival mais élu président du FLNKS il y a un an, il a manifestement fait changer celui-ci d'avis alors que ses délégués avaient signé le communiqué commun.

Il faut ici rappeler l'extraordinaire émiettement des forces politiques en Nouvelle-Calédonie, peut-être favorisé par le grand nombre d'institutions : en plus du haut-commissariat représentant l'État français, il y a un gouvernement, un congrès, des provinces, des communes, un sénat coutumier, des conseils coutumiers et un conseil économique, social et environnemental. Par ailleurs, l'histoire administrative du territoire depuis les années quatre-vingt et les particularités locales ont provoqué nombre de créations, de scissions, de coalitions et de revirements, sans oublier l'existence des partis communautaires wallisiens et futuniens, réservés sur l'indépendance.

Si les loyalistes, majoritaires dans l'opinion, savent s'unir, les indépendantistes demeurent une juxtaposition de partis, de fédérations et de tendances. Le plus connu d'entre eux, le Front national de libération kanak et socialiste (quand on est indépendantiste, on se dit toujours socialiste, voire marxiste), ne constitue que la faction,

au contenu changeant, la plus connue ; mais certains groupes ne reconnaissent pas Christian Tein comme le président du FLNKS... Rappelons que le leader historique du parti, Jean-Marie Tjibaou, fut assassiné en 1989 par un membre du FLNKS qui n'avait pas accepté les accords de Matignon passés l'année précédente avec les loyalistes de Jacques Laffleur sous l'égide de Michel Rocard, dont Manuel Valls se voit le successeur. En revanche, d'autres signataires, comme l'Union nationale pour l'indépendance, rival historique du Flnks depuis 1995, ont refusé de revenir sur leur engagement.

En définitive, on peut se demander si le projet d'accord de Bougival connaît de simples ratés, comme le pense manifestement Manuel Valls qui refuse de « faire le choix du pourrissement et de la confrontation », ou s'il n'est pas franchement raté, soit qu'on le considère comme dépassé soit qu'on renonce à en tenter l'application. De toute façon, se pose un problème institutionnel : les importantes élections provinciales prévues en novembre et qui devaient être reportées d'un an à cause de l'accord de Bougival seront-elles maintenues, comme le demande le FLNKS ?

Pendant ce temps, la vie quotidienne reste perturbée : une voiture de gendarmes a été atteinte par des tirs à Thio, le 15 août. Et la population diminue, pour la première fois depuis 1946.

**Jean-Gabriel Delacour**

## Vive la gare de Vierzon !

**Célèbre femme de lettres, Amélie Nothomb proclame sa détestation de la gare de Vierzon. Une ferme réplique s'impose.**

Invitée régulière de la foire du livre de Brive-la-Gaillarde, Amélie Nothomb emprunte chaque année le train qui, non sans retards et difficultés, relie Paris à Brive.

L'arrêt de deux minutes en gare de Vierzon provoque chez l'écrivaine belge un sentiment de répulsion amplifié par la fréquence de cette halte ferroviaire : soixante-six arrêts en gare de Vierzon. Sans jamais poser le pied sur le quai, elle proclame dans un grand quotidien parisien du matin que le lieu est « lugubre », pire que toutes les autres petites gares qui sont seulement des « lieux sinistres ». Un lieu particulièrement angoissant quand le train de retour s'arrête à vingt-deux heures trente et qu'on a l'estomac chargé de toutes les bonnes choses dégustées à Brive. C'est dans cet état nauséeux qu'Amélie fait, en deux minutes, l'expérience philosophique d'un « néant insoutenable » !

Grande voyageuse, de l'Asie à l'Amazonie, l'éminente chroniqueuse du Figaro oublie que l'aventure peut être au bout de la rue et commencer dans la plus modeste des gares. C'est un livre oublié sur un banc qui peut changer votre vie en destin, un visage entraperçu qui vous conduit à ne pas monter dans le train de Paris et à rechercher une silhouette dans la nuit vierzonnaise, ou une chanson

qui revient à la mémoire et réveille une vocation militante. Amélie Nothomb a-t-elle chanté Le grand métingue du Métropolitain « où, à la porte, on donnait 25 centimes pour soutenir les grèves de Vierzon » ? Grève mémorable que celle de 1886, qui « invente la grève moderne » comme le soulignait récemment un historien...

Toute gare est un lieu d'aventure, personnelle ou collective, ou une porte ouverte sur l'aventure qui peut vous saisir à Vierzon, à Dinan, à Tulle... Et c'est pitié que de voir des gares privées de leurs voies et transformées en bureaux, au milieu d'un quartier déserté, comme celle de Villeneuve-sur-Lot.

C'est la gare abandonnée, coupée de ses liaisons, privée de sa fonction, qui fait naître l'angoisse de la désertification territoriale, de la transformation de la France vivante en zones périphériques, méconnues et toujours plus méprisées.

Il faut défendre et promouvoir toutes les « gare de Vierzon ».

## Farine

Le pain demeurant un des piliers hautement symboliques de l'alimentation française, la nécessité dans laquelle se trouve notre pays d'importer de la farine fait s'interroger les spécialistes du monde agricole et la grande presse depuis quelques semaines. En effet, c'est désormais 10 % des besoins du pays qui sont importés (soit 0,4 million de tonnes) et même 25 % des sachets de 1 kg vendus dans le commerce. Depuis 1996, les exportations fran-

l'incident « par la droite et l'extrême droite raciste et islamophobe. » Il a mis en cause le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau.

■ **Antisémitisme** : À Épinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), l'olivier planté en hommage à Ilan Halimi, enlevé, torturé et assassiné en 2006 par « le gang des barbares » dirigé par Yousof Fofana, a été coupé à la tronçonneuse par des anonymes dans la nuit du 13 au 14 août.

■ **Pharmacies** : 9 officines sur 10 avaient fermé leurs portes le 16 août pour protester contre la baisse, décidée par le gouvernement, de leur marge sur les médicaments génériques (30 % au lieu de 40 % à partir du 1er septembre).

■ **Spectacles historiques** : Les auteurs du spectacle sur la Seine des Jeux olympiques, le chorégraphe Thomas Jolly et l'historien Patrick Boucheron, ainsi que le metteur en scène Mohamed El Khatib, ambitionnent de créer une ciné-scénie à partir de 2027 à Chambord. Il s'agirait d'un contre-Puy-du-Fou.

■ **Bourse** : Comme la plupart des Bourses mondiales, qui espèrent une baisse de taux de la Réserve fédérale américaine (Fed), la Bourse de Paris est optimiste et voit son indice vedette, le CAC 40, flirter avec les 7 900 points depuis le week-end du 15 août, en espérant crever le plafond des 8 000.

çaises de farine ont chuté de 90 %, passant de 1,6 million de tonnes à 214 000 tonnes seulement l'an dernier.

Le déclin de la meunerie française, notamment au profit de nos voisins allemands, qui ont produit une part très significative (60 %) des 400 000 tonnes importées l'an dernier, est l'aboutissement d'un long processus qui a vu le nombre de moulins français être divisé par cent au cours du XX<sup>e</sup> siècle. L'Association nationale de la meunerie française ne regroupe plus que 386 moulins pour 2,2 milliards de chiffre d'affaires.

Les moulins allemands se révèlent désormais en mesure de produire de la farine à un coût nettement moins élevé que celui de leurs concurrents français, soumis notamment à la pression des prix de l'énergie et de taxes diverses. Un des paradoxes est que cette production outre-Rhin utilise pour une bonne part du blé d'origine française. Notons enfin que la guerre en Ukraine, l'un des greniers à blé mondial avec son voisin russe, a également perturbé le marché des céréales et contribué à une augmentation significative du prix de la matière première.

Cette situation est révélatrice de la fragilité de certains pans majeurs de notre souveraineté alimentaire et plus généralement du modèle productif français, de plus en plus à la peine face à la rentabilité des entreprises allemandes.

Jérôme Besnard

### La Nation Française

directeur de la publication : Frédéric Aimard

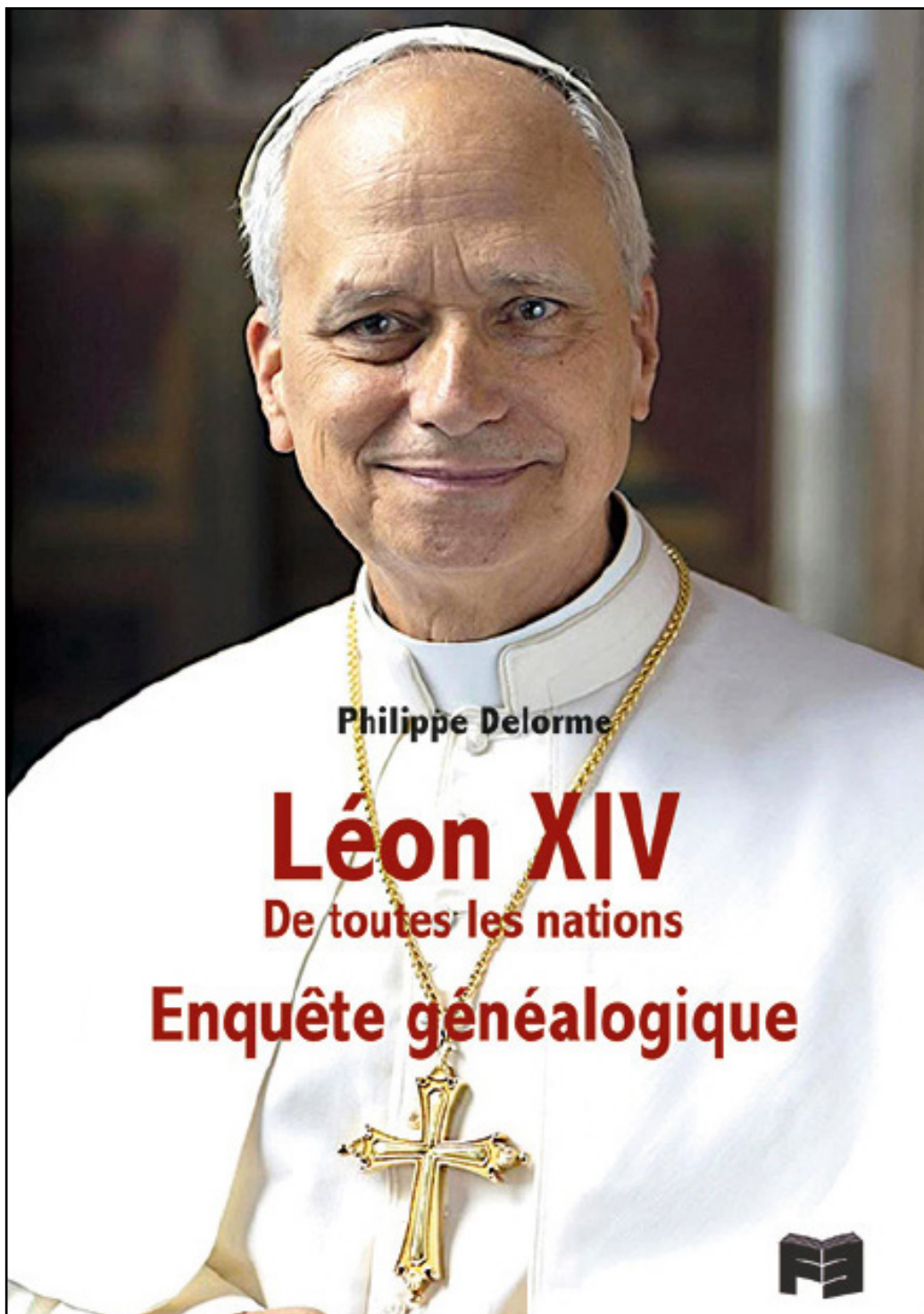
Édité par Spfc-Acip 60, rue de Fontenay

92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015 Nanterre

N° TVA intracommunautaire FR21418382149

ISSN 2967-2988 - Imprimé par nos soins.



# En librairie actuellement !